



**PRÉFET
DU MORBIHAN**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

DREAL Bretagne

Unité départementale du Morbihan
34, rue Jules Legrand
56100 Lorient

Lorient, le **26 DEC. 2024**

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 03/12/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SUEZ RV Ouest

Parc Edonia - Bâtiment T
Rue de la Terre Adélie - CS 86820
35760 Saint-Grégoire

Références :

Code AIOT : 0005503729

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03/12/2024 dans l'établissement SUEZ RV Ouest implanté Branguily 56920 Gueltas. L'inspection a été annoncée le 28/10/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SUEZ RV Ouest
- Branguily 56920 Gueltas
- Code AIOT : 0005503729
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société SUEZ RV OUEST bénéficie d'un arrêté préfectoral du 20 novembre 2013 l'autorisant à exploiter l'Installation de stockage de déchets non dangereux (ISDND) de Gueltas jusqu'en mars

Rapport de l'inspection des installations classées

Propositions à l'issue de la visite

A l'issue de la visite d'inspection du 03/12/2024 de l'établissement SUEZ RV Ouest implanté Branguily 56920 Gueltas, les constats établis et explicités dans la partie « Contexte et constats » du rapport amènent l'inspection des installations classées à formuler à Monsieur le Préfet les propositions suivantes.

Au regard des constats, il est attendu de l'exploitant de réaliser des **actions correctives** dans le but d'un retour à la conformité pour la liste de points de contrôle ci-dessous :

- **Contrôle étanchéité biogaz** - Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016 article : 21 II
- **canalisations** - Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998 article : 4 II

Les justifications associées (explicatifs, documents, photographies, etc), prouvant la mise en œuvre des actions correctives précitées, doivent être transmises sous le même délai. Dans l'hypothèse où les actions correctives n'auraient pas été réalisées ou justifiées dans le délai imparti, une mise en demeure pourra être proposée à l'autorité préfectorale.

2027.

Sa capacité annuelle de réception est de 195 000 tonnes/an et sa capacité maximale de stockage autorisée est de 4 800 000 m³.

Thèmes de l'inspection :

- Déchets
- IED-MTD

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive

pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
8	Contrôle étanchéité biogaz	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 21 II	Demande d'action corrective	1 mois
10	canalisations	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4 II	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Plan défense incendie	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 33 bis	/	Sans objet
2	Transmission plan incendie	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 33 bis II	/	Sans objet
3	Dispositif de détection incendie	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 16 VI	/	Sans objet
4	Alarme et Ronde	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 16 VI	/	Sans objet
5	Moyen alerte secours	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 16 VII	/	Sans objet
6	Formation personnel – matériaux de recouvrement	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 33 VIII	/	Sans objet
7	Exercice incendie	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 33 IX	/	Sans objet
9	Détection Réparation fuites biogaz	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 21 V	/	Sans objet
11	Isolement réseau	Arrêté Ministériel	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
	assainissement	du 02/02/1998, article 49		
12	Contrôles préalables à la mise en service des équipements	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 20 >II	/	Sans objet
13	Contrôles préalables à la mise en service des équipements	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 20 > III	/	Sans objet
14	Contrôle Vidéo	Code de l'environnement du 30/03/2021, article D541-48-1-III	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet
15	Contrôle Vidéo	Code de l'environnement du 30/03/2021, article D541-48-1-III	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet
16	Déchets admissibles	Code de l'environnement du 20/02/2022, article R541-48-3 IV 1°	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection s'est attachée à vérifier notamment les prescriptions relatives à la défense incendie nouvellement entrées en vigueur suite à la modification au second semestre 2023 de l'arrêté du 15 février 2016.

Aucun écart n'a été mis en évidence sur la partie défense incendie qui semble bien maîtrisée par l'exploitant. Concernant les installations de valorisation du biogaz, il convient que l'exploitant intègre au suivi de ses installations un programme de contrôle et de maintenance relatif aux installations de valorisation du biogaz, également il convient de repérer les canalisations notamment pour faciliter le repérage de ce type de réseau.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Plan défense incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 33 bis
Thème(s) : Risques chroniques, Plan défense incendie
Prescription contrôlée :

- I. - L'exploitant réalise et tient à jour un plan de défense incendie comprenant au moins :
- les modalités d'accès pour les services d'incendie et de secours en périodes non ouvrées, y compris, le cas échéant, les consignes précises pour leur permettre d'accéder à tous les lieux et les mesures nécessaires pour qu'ils n'aient pas à forcer l'accès aux installations en cas de sinistre ;
 - le plan de situation décrivant schématiquement les réseaux d'alimentation, la localisation et l'alimentation des différents points d'eau, l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations, et les modalités de mise en oeuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise d'un incendie ;
 - le plan de situation des réseaux de collecte, des bassins de rétention, avec mention des ouvrages permettant leur sectorisation ou leur isolement en cas de sinistre et, le cas échéant, des modalités de leur manoeuvre ;
 - les plans des casiers en cours d'exploitation et des lieux d'entreposage de déchets, avec une description des dangers et des moyens de lutte contre l'incendie situés à proximité ;
 - la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avant l'arrivée des secours, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement ;
 - les comptes rendus des exercices de défense contre les incendies.

Constats :

L'exploitant a présenté le plan de défense incendie. Les modalités d'accès par les pompiers sont définies dans le plan. Ce plan est disponible sur site pour les pompiers en cas d'intervention de leur part.

Les plans avec les réserves en eaux des bassins incendies, les zones de coupures de l'électricité, les points de coupures du biogaz et les vannes de coupure du réseau de lixiviat et modalité de mise en oeuvre sont bien définies dans le plan de défense incendie.

Un registre chronologique avec les différents départs de feu ou dégagement de fumée est joint au plan; Celui-ci est issu du logiciel de suivi de l'exploitant. Le dernier exercice incendie est également enregistré.

Les personnes habilités à intervenir sont identifiées dans le plan.

Le plan des casiers en exploitation est présent. La zone d'exploitation représentée est relativement large par rapport à l'exploitation réelle afin de garantir la pérennité du plan dans le temps.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Transmission plan incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 33 bis II

Thème(s) : Risques chroniques, Transmission plan incendie

Prescription contrôlée :

II. - Le plan de défense incendie ainsi que ses mises à jour sont transmis aux services d'incendie et de secours.

III. - En cas d'incendie, l'exploitant met en oeuvre les actions prévues par le plan de défense incendie.

Constats :

Le plan de défense incendie a été transmis au SDIS par message électronique du 18/11/2024. Le message rappelait également l'endroit où le plan est disponible sur site en cas d'intervention du SDIS.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Dispositif de détection incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 16 VI

Thème(s) : Risques chroniques, Dispositif de détection incendie

Prescription contrôlée :

VI. - La zone en cours d'exploitation et les autres zones désignées dans le plan de défense contre les incendies défini à l'article 33 bis sont équipées d'un dispositif de détection des départs d'incendies, opérationnel de manière permanente, correctement installé, entretenu et régulièrement testé.

Constats :

Deux détecteurs de flammes sont situés sur la zone de chargement à des endroits permettant de couvrir toute la zone en exploitation. Les détecteurs ont été vus lors de la visite terrain.

L'exploitant a indiqué procéder chaque vendredi au test des 2 détecteurs à l'aide d'une flamme présentée devant le détecteur. Le déclenchement du détecteur fait sonner le portable du détecteur du site et envoi un message à la société de surveillance. Par sondage, il a été constaté la bonne réception dans le journal de suivi des appels de la société de surveillance lié au déclenchement des 2 détecteurs de flamme.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Alarme et Ronde

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 16 VI

Thème(s) : Risques chroniques, Alarme et ronde

Prescription contrôlée :

Ce dispositif est associé à une alarme à destination du personnel présent sur le site. Lorsqu'aucun personnel n'est présent sur le site, l'alarme est transmise à des personnes internes ou externes désignées par l'exploitant et formées en vue de déclencher les opérations nécessaires. Lorsqu'une présence permanente est assurée sur le site, des rondes régulières sont réalisées par du personnel formé aux abords des casiers en exploitation et des zones d'entreposage de déchets lors des périodes d'inactivité. Dans tous les cas une ronde est organisée au moins deux heures après la réception du dernier arrivage de déchets sur le site et avant le départ du personnel.

Constats :

Le système d'alarme à destination du personnel est testé de façon hebdomadaire.

L'exploitant a indiqué qu'une ronde est organisée tous les jours d'exploitation au moins 2h après le dernier déversement de déchets. Les rondes sont réalisées par le directeur du site ou son adjoint. L'enregistrement des rondes de surveillance a été demandé et présenté. Les heures de dernier

versement de déchets et de réalisation de la ronde sont enregistrées chaque jour. L'examen par sondage n'a montré aucun écart.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Moyen alerte secours

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 16 VII

Thème(s) : Risques chroniques, Moyen alerte secours

Prescription contrôlée :

VII. - L'installation est dotée d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours.

Constats :

En cas d'incendie ne pouvant être géré en interne par le personnel du site, le SDIS est appelé par le personnel ou la direction du site. En cas de déclenchement de l'alarme, la société en charge de la surveillance du site est automatiquement appelée. Un contrôle est ensuite réalisé à distance par caméra thermique. En cas de départ de feu ou de risque de départ de feu, la société appelle l'agent d'astreinte qui doit se rendre sur site pour constater le départ de feu. En cas de départ de feu, la personne d'astreinte appelle un autre agent avant d'intervenir pour un recouvrement pour des raisons de sécurité du personnel. En cas de feu trop conséquent et non gérable en interne, les pompiers sont appelés.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Formation personnel – matériaux de recouvrement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 33 VIII

Thème(s) : Risques chroniques, Formation personnel – matériaux de recouvrement

Prescription contrôlée :

VIII. - Une part suffisante du personnel est formée à l'utilisation et au transport des matériaux de recouvrement en cas de sinistre. Le personnel extérieur au site reçoit une information sur les risques incendies du site et sur la conduite à tenir en cas de sinistre.

Constats :

La liste des agents habilités à intervenir est présente dans le plan de défense incendie. Le planning des personnes d'astreinte du site a été demandé. 7 personnes sont susceptibles de faire l'astreinte dont 6 disposent d'un certificat d'aptitude à la conduite d'engin (CACES). Le CACES est nécessaire pour pouvoir procéder aux opérations de recouvrement éventuellement nécessaires en cas de départ de feu. Un examen par sondage a été réalisé sur le dossier d'un des personnels d'astreinte et n'a montré aucun écart : les documents justifiant des formations équipier de première intervention et du CACES étaient bien présents dans le dossier.

Le personnel extérieur est informé des consignes en cas d'incendie par une fiche réflexe transmise aux intervenants. La fiche réflexe est présente dans le plan de défense incendie.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Exercice incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 33 IX
Thème(s) : Risques chroniques, Exercice incendie
Prescription contrôlée : IX. - Dans le trimestre suivant le début de l'exploitation de l'installation, l'exploitant organise un exercice de défense contre les incendies. Cet exercice est renouvelé tous les trois ans, jusqu'à la fin de la période d'exploitation du site. Chaque exercice fait l'objet d'un compte rendu.
Constats : L'exploitant a présenté les enregistrements des départs de feu ou de fumée du site. Des départs de feu sont enregistrés plusieurs fois par an sur l'installation de stockage ainsi que les personnels qui sont intervenus dans la gestion du début d'incendie. Le personnel est formé et sensibilisé à ce risque également via la gestion de ces départs de feu. Un exercice incendie a été réalisé le 21 août 2024. Le compte rendu de l'exercice a été présenté. L'exploitant a indiqué être en lien avec le SDIS pour l'organisation d'une visite sur le site en 2025 sous réserve de la disponibilité du service d'incendie et de secours.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Contrôle étanchéité biogaz

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 21 II
Thème(s) : Risques chroniques, contrôle étanchéité biogaz
Prescription contrôlée : L'exploitant établit un programme de contrôle et de maintenance préventive des installations de valorisation et de destruction du biogaz et des organes associés. [...] Le programme prévoit en particulier le contrôle de l'étanchéité des équipements, des capteurs et des outils de mesure ainsi que l'étalonnage des capteurs et des outils de mesure. [...]
Constats : Les installations de valorisation du biogaz par épuration (waga box) sont suivies par un prestataire externe qui intervient au minimum une fois par an dans le cadre de la maintenance préventive. L'installation relative au moteur de valorisation du biogaz et de la torchère est suivie par la branche Suez bioénergie. L'exploitant suit les interventions des sociétés qui interviennent (enregistrement des interventions et planification lorsque les dates d'intervention sont connues, réception des rapports d'intervention). L'exploitant ne dispose pas en propre d'un programme et de contrôle pour ces installations-là. Même si les installations de valorisation du biogaz ne sont pas suivies directement par l'exploitant, il reste néanmoins responsable du suivi et de la bonne réalisation des opérations de maintenance.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit intégrer à son programme de maintenance, les opérations de contrôle et de maintenance préventive des installations de valorisation et de destruction du biogaz et des organes associés en particulier concernant le contrôle de l'étanchéité des équipements, des capteurs et des outils de mesure.

Type de suites proposées : Avec suites**Proposition de suites :** Demande d'action corrective**Proposition de délais :** 1 mois**N° 9 : Détection Réparation fuites biogaz****Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 21 V**Thème(s) :** Risques chroniques, Détection Réparation fuites biogaz**Prescription contrôlée :**

V. - L'exploitant établit un programme de détection et de réparation des fuites pour réduire les émissions fugitives de gaz. L'exploitant peut recourir à une méthode par reniflage, une méthode de détection des gaz par imagerie optique ou à tout autre méthode de détection.

Les résultats des mesures sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et sont présentés dans le rapport annuel d'activité prévu à l'article 26 du présent arrêté, accompagnés des informations sur les fuites détectées ainsi que sur les actions correctives mises en oeuvre ou envisagées.

Constats :

L'exploitant fait procéder tous les 3 ans à une cartographie du biogaz dans l'air extérieur. La dernière cartographie a été réalisée en juillet 2023. Suite à cette cartographie quelques réparations ont été réalisées. Les zones où le dégagement de biogaz est le plus important sont les zones en cours d'exploitation.

Il est rappelé que l'article 21 de l'arrêté du 15 février 2016 prévoit que dans le cas où ces émissions révèlent un défaut d'efficacité du dispositif de collecte du biogaz, l'efficacité des actions correctives est vérifiée par un nouveau contrôle réalisé selon la même méthode au plus tard deux ans après la mesure.

En conséquence, une nouvelle cartographie de détection des fuites doit être réalisée dans les 2 ans suivant la cartographie réalisée en juillet 2023.

Type de suites proposées : Sans suite**N° 10 : canalisations****Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4 II**Thème(s) :** Risques chroniques, canalisations**Prescription contrôlée :**

II.-Les canalisations de transport de fluides insalubres et de collecte d'effluents pollués ou susceptibles de l'être sont étanches, curables et résistent à l'action physique et chimique des

<p>produits qu'elles sont susceptibles de contenir. Elles sont convenablement entretenues et font l'objet d'examens périodiques appropriés [...] Les différentes canalisations sont repérées, conformément aux règles en vigueur lorsqu'elles existent. Les réseaux de collecte sont conçus pour évacuer les eaux polluées issues des activités ou sortant des ouvrages d'épuration interne vers les traitements appropriés avant d'être évacuées vers le milieu récepteur autorisé à les recevoir. Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté les plans des réseaux d'eaux pluviales, des lixiviats et du biogaz de l'installation actuelle.</p> <p>Les puits de récupération du biogaz sont repérés. Ils font l'objet d'une surveillance mensuelle afin d'adapter les débits de pompage de l'installation de biogaz en fonction des valeurs relevées dans chaque puits.</p> <p>Les canalisations de transport du biogaz ne sont pas repérées (fluide contenu dans la canalisation et sens de circulation).</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitation doit procéder au repérage des canalisations de biogaz.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 11 : Isolement réseau assainissement

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 49</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Isolement réseau assainissement</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Un système (vanne, manchon gonflable ou tout autre système d'obturation) permet l'isolement des réseaux d'assainissement de l'établissement par rapport à l'extérieur. Les dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et/ ou à partir d'un poste de commande.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le site dispose de 3 zones de bassin.</p> <p>La zone de bassins correspondant au point de rejet numéro un (récupération des eaux de surface du casier 1 en post exploitation) est isolée par une vanne présente sous la surface et actionnable à l'aide d'une canne. Les autres points de rejet n'ont pas été vus lors de la visite.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 12 : Contrôles préalables à la mise en service des équipements

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 20 >II
Thème(s) : Risques chroniques, Contrôles préalables à la mise en service des équipements
Prescription contrôlée : II. - Avant tout dépôt de déchets, le préfet fait procéder par l'inspection des installations classées à une visite du site afin de s'assurer de la fiabilité du dossier établi par l'organisme tiers. L'admission des déchets ne peut débuter que si le rapport conclut positivement sur la base des vérifications précitées. Avant l'exploitation de chaque nouveau casier, l'exploitant informe le préfet de la fin des travaux d'aménagement du casier par un dossier technique réalisé par un organisme tiers chargé d'établir la conformité de l'installation aux conditions fixées par le présent arrêté et l'arrêté préfectoral d'autorisation notamment l'existence : <ul style="list-style-type: none">• de la géomembrane et du dispositif de drainage (article 9) ;• des équipements de collecte et de stockage des lixiviats (article 11).
Constats : Un contrôle visuel du casier 3E1 a été réalisé le jour de l'inspection. Aucun déchet n'était présent dans le casier. L'exploitant a transmis la documentation associée à la réception du casier. L'analyse de la documentation fera l'objet d'un rapport distinct.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 13 : Contrôles préalables à la mise en service des équipements

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 20 > III
Thème(s) : Risques chroniques, Contrôles préalables à la mise en service des équipements
Prescription contrôlée : III. - Avant tout dépôt de déchets dans un nouveau casier, le préfet fait procéder par l'inspection des installations classées à une visite du site afin de s'assurer de la fiabilité du dossier établi par l'organisme tiers. L'admission des déchets dans le casier ne peut débuter que si le rapport conclut positivement sur la base des vérifications précitées.
Constats : La présence du géotextile a été constatée sur toute la diguette entourant le casier. La géomembrane n'a pas pu être visualisée car l'ensemble du casier était recouvert du géotextile comme prévu par la réglementation. La présence de drains était repérable par un réhaussement local de la couche de drainage. La couche de drainage était bien présente dans le fond du casier. Une conduite de biogaz était présente en fond de casier en vue de la future récupération du biogaz. La tête de puits en point bas du casier a été vue. Lors de la visite des eaux de pluies étaient présentes en fond de casier. L'exploitant a indiqué qu'il procéderait au pompage de ces eaux avant la mise en service du casier.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 14 : Contrôle Vidéo

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 30/03/2021, article D541-48-1-III
Thème(s) : Risques chroniques, information/dispositif
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 25/09/2023• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale• date d'échéance qui a été retenue : 08/11/2023
Prescription contrôlée : <p>L'exploitant informe individuellement les salariés de l'exploitation de la présence et de la localisation du dispositif de contrôle par vidéo des déchargements des déchets.</p>
Constats : <p>L'exploitant a présenté un courrier personnel en date du 10 mars 2021 à destination de chaque salarié l'informant de la mise en place du contrôle de vidéosurveillance. Ce courrier a fait l'objet d'une remise en main propre à chaque salarié travaillant sur le site. Pour les nouveaux salariés ou intérimaire travaillant sur le site, l'exploitant a indiqué que l'information sur les caméras était réalisée dans le cadre d'un quart d'heure de prévention.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 15 : Contrôle Vidéo

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 30/03/2021, article D541-48-1-III
Thème(s) : Risques chroniques, information/dispositif
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 25/09/2023• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale• date d'échéance qui a été retenue : 08/11/2023
Prescription contrôlée : <p>L'exploitant s'assure que les producteurs, détenteurs et transporteurs des déchets réceptionnés dans l'installation informent individuellement leurs salariés susceptibles d'être filmés dans la zone de contrôle par vidéo de l'installation</p>
Constats : <p>Le protocole de sécurité qui doit être visé par chaque salarié des entreprises qui entrent sur le site comporte une annexe présentant l'information sur les caméra de vidéosurveillance du site. L'exploitant a présenté un exemple de fiche d'émargement des salariés d'une entreprise de transport justifiant de la prise en compte des informations délivrées.</p>

Type de suites proposées : Sans suite

N° 16 : Déchets admissibles

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 20/02/2022, article R541-48-3 IV 1°
Thème(s) : Risques chroniques, Procédure
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 25/09/2023• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale• date d'échéance qui a été retenue : 08/11/2023
Prescription contrôlée : <p>IV.-L'exploitant de l'installation de stockage de déchets non dangereux met en place une procédure de contrôle des déchets entrants.</p> <p>Cette procédure comporte notamment :</p> <p>1° Un rapport annuel de caractérisation des déchets apportés dans l'installation dont la réalisation incombe au producteur des déchets ou à défaut leur détenteur. Cette tâche peut être confiée à l'exploitant de l'installation ou à un laboratoire s'ils disposent des compétences techniques requises. L'arrêté mentionné ci-après peut prévoir une fréquence de rapport de caractérisation différente, si les caractéristiques des déchets concernés le justifient ;</p>
Constats : <p>La caractérisation des déchets par le producteur des déchets a été intégrée à la fiche d'information préalable du producteur de déchet. Le producteur de déchet se connecte au logiciel de l'exploitant et remplit cette fiche avant tout apport de déchet. Cette fiche et la présence de la caractérisation préalable est nécessaire pour l'acceptation des déchets de l'apporteur dans l'installation depuis début 2024. La fiche de caractérisation est réalisée sur le modèle national défini par le ministère lorsqu'elle est réalisée par le producteur du déchet et non par l'exploitant en tant que prestation proposée.</p>
Type de suites proposées : Sans suite